

L'innovation responsable ou comment des " utopies rationnelles " peuvent générer un changement sociétal ?

Joel Ntsonde, Franck Aggeri

▶ **To cite this version:**

Joel Ntsonde, Franck Aggeri. L'innovation responsable ou comment des " utopies rationnelles " peuvent générer un changement sociétal ?. 13ème congrès du RIODD: POUR CHANGER OU POUR DURER ? LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN QUESTIONS, Oct 2018, Grenoble, France. hal-01898074

HAL Id: hal-01898074
https://hal.science/hal-01898074

Submitted on 17 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'innovation responsable ou comment des « utopies rationnelles » peuvent générer un changement sociétal ?

Joël Ntsondé, CGS-i3, UMR CNRS 9217, Mines ParisTech, PSL Research University

Franck Aggeri, CGS-i3, UMR CNRS 9217, Mines ParisTech, PSL Research University

Résumé

Dans la littérature des sciences de gestion, les chercheurs qui ont travaillé sur le concept d'innovation responsable se sont surtout concentrés, soit sur les problématiques de gestion des risques et des externalités négatives de l'innovation (Owen et al., 2013, Stilgoe et al., 2013), soit sur les méthodes qui peuvent permettre aux entreprises d'aligner leur stratégie d'innovation par rapport à des enjeux sociétaux (Ingham, 2011). En revanche, peu de travaux se sont intéressés aux processus de performation (Callon, 2017) de l'innovation responsable, c'est-à-dire, aux processus et mécanismes par lesquels une innovation responsable peut faire advenir la réalité qu'elle désigne. En mobilisant le concept « d'utopie rationnelle » (Aggeri, 2017, Metzger, 2001), notre article cherche à identifier les mécanismes à partir desquels une innovation responsable peut émerger, se pérenniser et devenir performative en matérialisant la vision et les discours qui la sous-tendent. A partir d'une étude qualitative de cinq projets d'innovation responsable destinés à lutter contre le gaspillage alimentaire en Ile de France, nous proposons un modèle théorique permettant de conceptualiser l'innovation responsable comme la résultante d'une dynamique d'action collective reposant sur des utopies rationnelles qui se structurent autour de deux processus : un processus cognitif et un processus organisationnel. A travers ce modèle, nous montrons également qu'une innovation responsable ainsi produite peut réciproquement contribuer à renforcer les utopies rationnelles qui la sous-tendent.

Mots clés : innovation responsable, utopie rationnelle, performativité, changement sociétal, gaspillage alimentaire, économie circulaire

Introduction

Dans les années 2010, le concept d'innovation responsable a été introduit par les acteurs publics et les chercheurs pour désigner la manière dont les acteurs socio-économiques peuvent rendre l'innovation compatible avec les enjeux du développement durable. Certains auteurs (Owen et al., 2013, Stilgoe et al., 2013) se sont intéressés au concept d'innovation responsable pour étudier les risques liés à l'innovation technologique et concevoir des outils et des méthodes qui permettent d'optimiser la gestion des risques technologiques et industriels. D'autres auteurs se sont emparés de ce concept dans une perspective organisationnelle afin de proposer des méthodes qui permettent aux entreprises de s'approprier les enjeux sociaux et environnementaux, afin de les intégrer dans leurs stratégies et processus d'innovation (Ingham, 2011).

Cependant, alors que la question de la mise en œuvre et de la pérennisation du changement sociétal réside au cœur de la transition écologique (Geels, 2010) que les sociétés modernes souhaitent réaliser afin de gérer les défis environnementaux (Ferraro et al., 2015), peu d'auteurs se sont intéressés aux effets performatifs (Callon, 2017) de l'innovation responsable, autrement dit, aux processus et aux mécanismes par lesquels une innovation responsable peut transformer le réel en matérialisant la vision et les discours qui la sous-tendent. Dans cet article, nous chercherons donc à comprendre les mécanismes par lesquels l'innovation responsable peut être performative, en analysant notamment comment l'action collective et les « utopies rationnelles » peuvent contribuer à l'émergence et à la pérennisation d'innovations responsables qui vont engendrer des changements sociétaux.

En effet, dans la littérature, certains auteurs ont montré que le concept « d'utopie rationnelle » peut s'avérer particulièrement pertinent pour analyser les conditions de réussite des transformations socio-économiques (Aggeri, 2017, Metzger, 2001), car il permet d'appréhender à la fois les propriétés mobilisatrices de l'utopie et les propriétés opératoires de la raison qui permettent à des acteurs économiques et sociaux de déclencher et entretenir une dynamique de changement collectif. Afin de répondre à cette question, nous avons choisi de réaliser une étude qualitative sur le domaine de la lutte contre le gaspillage alimentaire qui a commencé à se structurer il y a quelques années en France, notamment

autour du pacte contre le gaspillage alimentaire mis en place en 2013, et de la loi du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire. Plusieurs projets et initiatives d'innovation responsable lancés par des acteurs privés et publics ont retenu notre attention, et parmi celles-ci, nous avons choisi d'en étudier cinq qui ont mis en œuvre des dynamiques d'action collective particulièrement intéressantes.

Dans cet article, nous commencerons par analyser la littérature des sciences sociales autour des concepts d'innovation responsable et d'utopie rationnelle qui nous servirons de cadres théoriques, puis nous présenterons plus en détails la méthodologie que nous avons suivie dans le cadre de notre recherche. Ensuite, nous exposerons nos résultats, d'abord en restituant les dynamiques collectives déployées par les projets d'innovation que nous avons étudiés, puis en présentant un modèle théorique issu de nos travaux de recherche qui conceptualise l'innovation responsable comme la résultante d'une dynamique d'action collective reposant sur des utopies rationnelles qui se structurent autour de deux processus : un processus cognitif qui consiste à générer une dynamique d'engagement sociétal à partir d'une vision performative (dimension utopique), et un processus organisationnel qui consiste à fournir des concepts et des méthodes comme support de l'organisation de l'action collective (dimension rationnelle). Ce modèle montrera également que, de manière rétroactive, une innovation responsable ainsi produite peut tendre à renforcer les utopies rationnelles qui la sous-tendent.

.

Revue de littérature

Dans la suite de cet article, nous mobiliserons deux cadres théoriques majeurs, à savoir l'innovation responsable et l'utopie rationnelle. Nous allons donc présenter les différentes approches théoriques qui ont été proposées dans la littérature des sciences de gestion pour analyser le concept d'innovation responsable, puis nous mettrons en exergue les principaux les travaux de recherche qui se sont intéressés au concept de mythe et d'utopie rationnelle dans le contexte d'un changement organisationnel.

Innovation responsable

La plupart des chercheurs en gestion considèrent que les premières réflexions sur la notion d'innovation responsable viennent des travaux de Hans Jonas (1979) qui a critiqué la vision héritée des penseurs du 18^{e} siècle qui considéraient que le progrès scientifique et technologique était le principal vecteur de développement et d'émancipation des sociétés humaines. Dans son ouvrage « Le principe responsabilité », Jonas a souligné les limites de ce progrès, ces impacts négatifs, et surtout, la responsabilité et l'éthique que l'humanité doit acquérir afin de préserver l'environnement et assurer sa propre survie. Plus récemment, stilgoe et al. (2013) ont proposé un modèle de l'innovation responsable constitué de quatre dimensions : l'anticipation, la réflexivité, l'inclusivité et la réactivité. Dans ce modèle, l'anticipation va consister à prendre en compte la contingence et l'incertitude liées au processus d'innovation en cherchant à définir les frontières exactes de la connaissance et les scénarios de sorties possibles. La réflexivité, qui peut être individuelle ou institutionnelle, fait plutôt référence à une capacité à observer ses propres actions, tandis que l'inclusion va consister à adopter une approche plus participative de la démarche d'innovation, avec une prise en compte plus forte des parties prenantes. Enfin, la réactivité représente l'aptitude à s'adapter aux changements de circonstances qui peuvent être notamment liés aux avis émis par les différentes parties prenantes et la société civile.

Ce modèle s'inscrit dans une approche descendante (Owen et al., 2013, Lubberink et al., 2017) qui vise à permettre aux chercheurs et aux scientifiques de mieux gérer les risques inhérents à la recherche et à l'innovation, de favoriser l'acceptabilité sociale des nouvelles

technologies et d'inclure les parties prenantes dans le processus d'innovation. Ces travaux ont mené à la formalisation d'un document de référence (« RRI governance framework ») désormais inclus dans les programmes cadres de l'Union européenne. D'après Koops et al. (2015), la plupart des travaux qui ont été effectués jusqu'à présent sur l'innovation responsable se sont concentrés sur l'innovation technologique parce que, lorsqu'il s'agit d'innovation responsable, le concept d'innovation est implicitement considéré comme une évidence et n'est pas questionné ; ce qui a tendu à favoriser plutôt l'innovation technologique. Par conséquent, Koops et al. (2015) considèrent que les chercheurs devraient élargir leur vision de l'innovation et inclure les innovations non-technologiques ainsi que les environnements non-marchands. En réalité, d'autres chercheurs ont pris également en compte les innovations non-technologiques dans leurs approches (Ingham, 2011, Halme & Korpela, 2014, Pavie, 2014), s'écartant ainsi du tropisme technologique du « RRI governance framework » pour mettre en relief le rôle proactif que peuvent jouer les organisations pour s'emparer de ce concept d'innovation responsable.

Si les travaux cités précédemment restent dans une perspective plutôt individuelle de l'innovation responsable, Aggeri (2011) propose quant à lui une approche prenant en considération la dimension collective existante dans l'innovation responsable. Dans son modèle, il construit une modélisation du travail de conception collective requis pour le développement d'innovations responsables et propose une vision de l'innovation responsable comme résultat de la structuration collective d'expérimentations distribuées autour de concepts, de langages et de représentations partagées. Aggeri (2017) analyse également les conditions nécessaires pour qu'une innovation responsable devienne socialement désirable pour différentes parties prenantes et obtienne un soutien des acteurs publics. D'après lui, une innovation responsable doit réussir à produire une « utopie rationnelle » et relier les projets d'innovation responsable à cette utopie pour obtenir une « license to innovate ». Ces éléments nous amène à présent, à explorer plus en détails les contours du concept « d'utopie rationnelle ».

Utopies, mythes et rationalité

Malgré le paradoxe apparent existant entre le terme « rationnel » d'une part, et le terme « mythe » ou « utopie » de l'autre, plusieurs chercheurs en sciences sociales ont essayé de les rapprocher pour analyser comment le changement peut se produire et être géré dans les organisations et la société. D'un point de vue institutionnel, Meyer et Rowan (1977) ont mis en avant le fait que les structures organisationnelles sont influencées par des règles institutionnelles opérant sous forme de « mythes rationalisés ». Selon Meyer et Rowan, ces mythes ont deux propriétés clés : tout d'abord, ce sont des prescriptions impersonnelles et rationalisées qui fixent des objectifs sociaux ou techniques, ainsi que des règles explicites ou des moyens pour atteindre ces objectifs de manière rationnelle. Ensuite, ces mythes sont « fortement institutionnalisés », autrement dit, hors de portée de tout individu ou toute organisation, ce qui leur confère une légitimité de fait pris pour acquis.

Au niveau organisationnel, des chercheurs en gestion ont montré que la diffusion des techniques managériales peut être associée à des « mythes rationnels » (Hatchuel et Weil, 1995). D'après ces auteurs, la dimension objective d'une technique de management est nécessairement couplée à des représentations métaphoriques qui ont la capacité de mobiliser des acteurs potentiellement intéressés et de guider l'action collective. En fait, Hatchuel (1994) estime que dans une organisation, le changement se produit « *parce que certains acteurs portent des utopies et sont portés par elles* ». L'utopie réside ainsi dans la promesse d'un progrès technologique et organisationnel comme résultat d'un projet. Cependant, à un moment donné, l'utopie atteint une limite, soit parce que les acteurs supportant l'utopie augmentent leur niveau de connaissance, soit parce que l'utopie doit faire face à des adversaires. Par conséquent, ces utopies ne peuvent survivre dans l'organisation que si elles intègrent une composante rationnelle.

Un concept proche a été introduit par le sociologue Metzger (2001) pour analyser aussi le changement organisationnel, en particulier dans le secteur public. Au lieu de « mythe », Metzger utilise le terme « utopie » et explique comment une « utopie rationnelle » peut apporter et favoriser le changement au sein d'une organisation. Metzger considère que le concept d'utopie rationnelle permet de comprendre comment une direction peut enclencher une dynamique de changement organisationnel dans une grande

entreprise ou administration. Metzger (2001) estime qu'une utopie rationnelle se compose de trois éléments : une vision comprenant simultanément une critique de l'existant et une promesse idéale pour le futur ; des images fortes qui peuvent imprégner les représentations collectives, susciter de l'enthousiasme ou amplifier les frustrations et initier un processus cognitif qui sera d'autant plus puissant qu'il se présentera comme libérateur et progressiste ; et enfin, Metzger précise que l'utopie rationnelle se doit également d'être un guide pour l'action collective. Par ailleurs, Metzger indique que la différence entre les mythes et les utopies tient au fait que les mythes se réfèrent aux origines archaïques de la société ou à la nature, ce qui implique que les utopies ne sont pas des mythes mais qu'elles peuvent contribuer à en forger de nouveaux.

Méthodologie

Afin de déterminer comment l'utopie rationnelle peut produire une innovation responsable, nous avons cherché un terrain avec une réelle dynamique d'action collective orientée vers l'émergence de l'innovation responsable. Ainsi, nous avons étudié la problématique de la lutte contre le gaspillage alimentaire qui est maintenant présentée comme un enjeu important de la transition vers l'économie circulaire. D'un point de vue empirique, nous avons identifié cinq projets visant à appliquer des modèles d'économie circulaire à la chaîne de production et de distribution alimentaire en Île-de-France.

Ces cinq cas ont été choisis car ils remplissent plusieurs conditions qui les rendent particulièrement pertinents pour notre recherche : (1) ils sont implantés en Ile-de-France, qui est le périmètre géographique choisi pour délimiter le cadre de l'étude, (2) ils sont à l'origine d'une innovation responsable d'ordre technique ou sociale dans le domaine du gaspillage alimentaire, (3) ils cherchent à réaliser un travail de conception collective (Aggeri, 2011) en initiant des partenariats et de la coopération, (4) Ils manifestent une volonté d'engagement vis-à-vis du gaspillage alimentaire ou de l'économie circulaire. D'autre part, afin de saisir au mieux les caractéristiques de l'action collective déployée par ces acteurs, nous avons choisi de ne pas nous limiter uniquement aux acteurs privés, mais d'intégrer

aussi les acteurs publics qui ont souvent un rôle clé à jouer dans la réussite des projets d'économie circulaire (Ghisellini et al., 2015).

Dans un second temps, nous avons tenté d'analyser dans quelle mesure les utopies rationnelles sont alimentées en permanence par des processus d'innovation responsable. Pour ce faire, nous avons étudié les éléments discursifs existant dans les documents publiés par des acteurs clés de la lutte contre le gaspillage alimentaire et de l'économie circulaire, qu'ils soient publics ou issus de la société civile. Nous avons recueilli nos données empiriques à travers une dizaine d'entretiens semi-directifs avec des PDG, des chefs de projets ou des décideurs politiques, en utilisant une liste de 20 questions sur leurs principales activités, leurs visions et actions concernant le gaspillage alimentaire et l'économie circulaire, ainsi que les différents défis auxquels ils étaient confrontés dans leurs projets d'innovation responsable.

	Acteurs privés	**Acteurs publics**
Entretiens **durée moyenne : 1h15**	Start-ups et PMEs (Phénix, Cœur de couleur, Re-belle, FreeganPony, Travail et vie)	Collectivités locales (Paris, ORSA, Val-de-Marne) Clusters (Materiaupole, Paris Region Entreprises)
Interlocuteurs	5 chefs d'entreprise 1 responsable de l'innovation 1 responsable de projets stratégiques 1 consultant	1 Adjoint municipal pour l'économie circulaire 3 chefs de projet
Documents	Supports de communication Rapports internes Rapports institutionnels	Livre blanc des états généraux de l'économie circulaire organisés par la ville de Paris Rapports institutionnels Synthèse des ateliers organisés par le conseil de développement de l'ORSA

Tableau 1 : collecte de données / source : auteurs

Afin d'analyser les données collectées, nous avons d'abord réalisé une analyse thématique (Boyatzis, 1998), identifiant une quinzaine de thèmes, puis réalisé un codage théorique à partir de ces thèmes (Paillé & Mucchelli, 2005), définissant des catégories et sous-catégories mettant en lumière les caractéristiques des dynamiques collectives opérant dans le domaine de la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Résultats : utopies rationnelles, dynamique collective et changement sociétal

Les projets responsables et innovants que nous avons étudiés se développent grâce à une dynamique collective qui s'appuie sur et renforce ce que nous appelons des «utopies rationnelles» (Metzger, 2001, Aggeri, 2017). Nous montrons que, pour relever de grands défis, les innovations responsables sont d'abord inspirées par des utopies rationnelles qui permettent aux acteurs socio-économiques de façonner une dynamique d'action collective, puis de renforcer ces utopies rationnelles.

Gaspillage alimentaire et économie circulaire, analyse de deux utopies rationnelles

Au cours de nos recherches, nous nous sommes intéressés aux problématiques de la lutte contre le gaspillage alimentaire et de la transition vers l'économie circulaire qui ont pris une dimension particulière au cours des dernières des années via notamment, l'adoption de nouvelles règlementations et l'engagement de nombreux acteurs issus du secteur public, privé ou encore de la société civile. La thèse que nous défendons ici est que les dynamiques d'action collective qui se structurent autour de ces deux problématiques sont alimentées par des utopies rationnelles qui sont liées puisque, dans la littérature grise, la lutte contre le gaspillage alimentaire est considérée comme l'application des principes de l'économie circulaire au domaine alimentaire (FEM, 2013b, INEC 2018). Dans cette partie, nous allons expliciter ces deux utopies rationnelles, avant de préciser ultérieurement les mécanismes à partir desquels elles ont pu favoriser l'émergence d'innovations responsables.

Lutte contre le gaspillage alimentaire, un enjeu sociétal

Depuis quelques années, la lutte contre le gaspillage alimentaire est devenue un enjeu politique majeur. Dans un contexte de chômage de masse, la paupérisation croissante de la population française se matérialise par un accès plus difficile à l'alimentation pour une part non négligeable de la population. Le Conseil National de l'Alimentation (2013) estimait

qu'en 2010, environ 3,5 millions d'entre eux bénéficiaient de l'aide alimentaire. Face à ce constat, et sous la pression des citoyens qui sont de plus en plus sensibles à ce sujet, le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (MAAF) a décidé de lancer en 2013 le Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Lors de la mise en place du pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire entre 2011 et 2013, des entreprises des secteurs de la distribution ou de la restauration ont participé aux réunions de travail du pacte national, au côté d'organisations environnementales, d'associations caritatives, de syndicats de producteurs ou de collectivités locales, pour définir collectivement des moyens de lutte contre le gaspillage et partager de bonnes pratiques (Mourad, 2014). Des acteurs aux intérêts pourtant divergents dans le système agroalimentaire se sont rejoints ainsi sur la mise en avant de coûts économiques, sociaux et environnementaux du gaspillage alimentaire. Ce cadre institutionnel a permis de faire émerger des « bonnes pratiques » qui se sont diffusées au sein des magasins, des restaurants ou des cantines scolaires.

En France, ce pacte issu du travail collectif d'entreprises, d'acteurs publics et d'organisations de la société civile a considérablement contribué à construire l'utopie rationnelle de la lutte contre le gaspillage alimentaire. Tout d'abord, il a stabilisé (au niveau national) la définition du gaspillage alimentaire : « *toute nourriture destinée à la consommation humaine qui, à une étape de la chaîne alimentaire, est perdue, jetée, dégradée, constitue le gaspillage alimentaire* », définition ayant ensuite été reprise par le ministère de l'agriculture. Ensuite, il a posé les éléments qui constituent une utopie rationnelle telle que Metzger (2001) l'a définie dans ses travaux. On retrouve notamment dans ce pacte une vision qui s'articule autour d'une critique de l'existant : « *s'engager concrètement contre les dérives de la société de surconsommation* », « *protéger l'environnement en économisant des ressources et en réduisant la production de déchets* » (MAAF, 2013) et la promesse d'un idéal : « *redonner à l'alimentation et au travail de ceux qui la produisent leur juste valeur* » ou encore « *la diminution par deux du gaspillage dans notre pays d'ici à 2025* » (MAAF, 2013).

Dans ce pacte, on retrouve également des images puissantes dont le rôle est d'imprégner les représentations collectives (Metzger, 2001), comme par exemple celle du

« *choix contre l'égoïsme, contre l'individualisme, pour une société plus solidaire et plus responsable* » ou encore des propos comme « *il y a quelque chose de scandaleux, de profondément injuste dans le fait de jeter de la nourriture quand tant de Français dépendent de l'aide alimentaire pour vivre ou que des millions d'hommes, de femmes et d'enfants ne mangent pas à leur faim* » (MAAF, 2013). Ces éléments de discours sont extrêmement puissants dans la mesure où d'une part, l'acte de se nourrir est une contrainte physiologique universellement partagée, qui fait partie des droits les plus fondamentaux que l'on peut reconnaître à un être humain et parce que d'autre part, la France est un pays riche disposant d'une forte tradition d'humanisme et de protection sociale.

En ce qui concerne la dimension rationnelle, le pacte sur le gaspillage alimentaire fournit aussi aux acteurs socio-économiques un guide pour l'action avec une liste de 11 mesures à mettre en application, que ce soit dans le secteur public ou privé. On y trouve notamment des mesures sur l'intégration du thème du gaspillage alimentaire dans les lycées agricoles et les écoles hôtelières, l'inclusion de clauses relatives au gaspillage alimentaire dans les marchés publics de la restauration collective, ou encore la mention de la lutte contre le gaspillage alimentaire comme axe d'action spécifique dans le « Plan National pour la Prévention des Déchets » (MAAF, 2013). Par ailleurs, ce pacte définit aussi des indicateurs de mesure et de suivi du gaspillage alimentaire, ainsi que les modalités de suivi de la mise en application du pacte et de l'évaluation des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Cette dimension rationnelle a été renforcée en 2016 par le pouvoir législatif qui a voté la loi 2016-138 du 13 février relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire (une première mondiale) qui a fournit un cadre juridique et des moyens d'actions à l'ensemble des acteurs économiques et sociaux opérant dans le domaine du gaspillage alimentaire. La principale mesure de cette loi était notamment d'obliger chaque supermarché de plus de 400 m² à rechercher un partenariat avec une association d'aide alimentaire pour lui céder ses invendus alimentaires, au lieu de les jeter ou de les détruire.

Economie circulaire, réconcilier économie et environnement

Le concept d'économie circulaire, qui a émergé dans les années 1990, connaît un succès croissant depuis le début des années 2010. S'il n'a pas encore de définition stabilisée, la plupart des chercheurs s'accordent cependant sur un point principal : l'économie circulaire est un modèle de développement économique qui diffère du modèle linéaire, actuellement dominant, fondé sur la séquence : extraire (des ressources), produire, consommer et jeter. Le modèle linéaire consiste à extraire des matières premières, à produire des biens, à les consommer et ensuite à s'en débarrasser alors que le modèle circulaire propose des méthodes comme le recyclage, la réutilisation ou l'éco-conception pour décorréler la croissance économique de la consommation de ressources naturelles (Fondation Ellen McArthur, 2013a, Ademe, 2013).

En France, ce concept a été popularisé par les travaux de l'Institut National de l'Economie Circulaire (INEC) créé en 2013 et de la Fondation Ellen McArthur (FEM), puis il a été repris et retravaillé par des acteurs publics comme l'Ademe et le ministère de l'environnement. Là encore, à l'instar du gaspillage alimentaire, on retrouve simultanément un travail de critique de l'existant et de promesses pour l'avenir. La critique porte souvent sur les externalités de l'économie dite linéaire, comme les déséquilibres sociaux (INEC, 2014), la raréfaction des ressources naturelles, la pollution environnementale (INEC 2013, 2015 ; FEM, 2013a, 2013b, 2015a), le dérèglement climatique (INEC, 2015 ; FEM, 2013a, 2013b), ou encore la dégradation des sols (FEM, 2013b). Par effet de contraste, cette critique permet de mieux souligner les nombreuses promesses véhiculées par le concept d'économie circulaire.

Qu'il s'agisse par exemple de promesses d'une meilleure qualité environnementale ; avec le passage d'un modèle de réduction d'impact à un modèle de création de valeur positive sur un plan social, économique et environnemental (INEC 2013, FEM, 2013a), d'une réduction du gaspillage des ressources (FEM, 2013a, 2013b, 2015a ; Ademe 2013, INEC 2015), des émissions de CO_2 (INEC, 2015, FEM, 2013a, 2013b, 2015a), de l'encombrement des espaces urbains, de la pollution de l'air et de l'eau et même des embouteillages (FEM, 2013a) ou de promesses de création de valeur économique ; comme un niveau de croissance

économique plus élevé, des créations massives d'emplois (INEC, 2014 ; FEM, 2013a, 2013b, 2015a) ou encore des capacités accrues d'innovation (FEM, 2013a, 2013b, 2015a). On retrouve bien ici la double articulation entre critiques et promesses caractéristique d'une utopie rationnelle (Metzger, 2001).

En ce qui concerne les images fortes et les représentations collectives, on peut noter que cet élément est un peu moins présent dans le cas de l'économie circulaire que dans le cas du gaspillage alimentaire. L'image la plus forte présente dans les récits et les discours qui ont contribué à forger le concept d'économie circulaire fait surtout référence à une société sans déchets qui serait, à l'image de la nature, capable de faire circuler de manière parfaite les flux de matières et d'énergie (FEM, 2013a, 2013b, 2015a ; INEC, 2015, 2018). Il s'agit d'une vision utopique attractive pour les citoyens mais qui les touche sans doute un peu moins que celles associées au gaspillage alimentaire qui renvoient à une forme de responsabilisation plus personnelle.

Les acteurs qui ont popularisé l'économie circulaire en France ont également participé à l'élaboration d'un ensemble d'outils et d'instruments qui constituent des guides pour l'action collective. La Fondation Ellen MacArthur, en particulier, est un acteur particulièrement actif dans la construction et la diffusion d'outils au service de la mise en œuvre de l'économie circulaire. Elle a ainsi publié des rapports à destination des entreprises (FEM, 2015b) et de nombreuses études de cas sur des entreprises comme Danone ou Arcelor Mittal pour illustrer des pistes d'actions possibles dans la « conception circulaire », les nouveaux modèles économiques, « l'inversion des cycles » ou encore la mise en place de conditions favorables à l'économie circulaire. En 2015, elle a également publié un rapport destiné aux décideurs politiques et contenant des conseils à appliquer pour accélérer la transition vers l'économie circulaire (FEM, 2015c). De son côté, l'Institut National de l'Economie Circulaire a par exemple publié une étude sur les pistes d'actions que peuvent lancer les entreprises pour développer des « stratégies circulaires » (INEC, 2014) et un rapport proposant dix mesures d'économie circulaire qui permettraient de réduire les émissions de gaz à effet de serre (INEC, 2015).

A l'instar du gaspillage alimentaire, le pouvoir législatif a également fournit un certain nombre d'outils et de moyens d'action en faveur de l'économie circulaire, à travers le titre IV

de la loi 2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte qui formule un certain nombre d'objectifs à atteindre pour les entreprises et les collectivités locales. On peut citer par exemple l'objectif de valoriser 70% des déchets du bâtiment et des travaux publics à l'horizon 2020, la généralisation du tri à la source des bio-déchets d'ici 2025 ou encore la généralisation de la tarification incitative en matière de déchets. On peut d'ailleurs remarquer que le vote de cette loi s'inscrit dans le prolongement des recommandations de l'INEC qui dès 2013, indiquait lors de la conférence environnementale du 20 et 21 septembre 2013 (INEC, 2013) que : « *La conférence environnementale devra acter le choix de la France de passer du système linéaire actuel à une économie plus circulaire avec comme objectif prioritaire l'élaboration d'une loi-cadre dans une approche interministérielle et européenne fixant cap et objectifs à moyen et long terme* ».

Quelques projets d'innovations responsables dans la lutte contre le gaspillage alimentaire

En réalité, le gaspillage alimentaire généré par le système de production et de distribution linéaire représente un énorme potentiel qui peut non seulement permettre de créer de la valeur économique, mais aussi, s'il est exploité, générer un impact positif du point vue social et environnemental. Ainsi, plusieurs initiatives et projets collectifs menés par des entrepreneurs ou des acteurs publics cherchent à développer une dynamique d'innovation collective et responsable afin d'exploiter ce potentiel. En ce qui concerne l'Ile-de-France, comme expliqué dans la partie méthodologie, nous avons choisi d'étudier plus particulièrement les cinq initiatives listées dans le tableau ci-dessous.

Acteur leader du projet	Acteurs impliqués dans le projet	Actions en cours
Phénix	Grossistes, Cœur de couleur, autres acteurs de la revalorisation alimentaire…	Identification d'acteurs de la revalorisation alimentaire et mise en place de partenariats
Cœur de couleur	Université, Département, Phénix, Grandes surfaces, Imprimeurs, cosmétiques	Projet de mise en place d'écosystème en cours avec Phénix et d'autres acteurs
Re-belle	Acteurs de la filière de revalorisation alimentaire	Construction d'une vision commune de la revalorisation alimentaire Partenariat avec une grande surface
Mairie de Paris	Acteurs à identifier	Appel à projets pour financer le gaspillage alimentaire Identification des acteurs de la revalorisation alimentaire
ORSA	Acteurs économiques et territoriaux	Ateliers de travail sur l'économie circulaire

Tableau1: Projets innovants contre le gaspillage alimentaire

- Projet de Phénix

Phénix est une start-up qui a développé une plateforme numérique qui lui permet de faciliter la mise en relation entre des producteurs (grande distribution) et des « consommateurs » d'invendus alimentaires (associations caritatives). Face à l'étendue considérable du gisement d'invendus en Ile-de-France, Phénix a lancé un projet destiné à identifier de nouveaux acteurs capables de valoriser les invendus alimentaires qu'il collecte. C'est dans ce cadre que Phénix a commencé à travailler avec Cœur de couleur qui peut récupérer les invendus de Phénix, comestibles ou non, et les transformer en pigments alimentaires. C'est en s'appuyant sur des complémentarités similaires à celle avec Cœur de couleur que Phénix cherche à structurer une action collective autour de la revalorisation alimentaire.

- Projet de Coeur de couleur

Cœur de couleur est une petite entreprise familiale qui a breveté des méthodes permettant de revaloriser des restes alimentaires en les transformant en pigments pour des applications

textiles ou cosmétiques. Après avoir cherché à monter un projet collectif de revalorisation alimentaire dans les Hauts-de-Seine avec des partenaires (restaurant universitaire de Nanterre, Phénix…), Cœur de couleur a intégré l'incubateur créé par Phénix pour bénéficier de l'accompagnement organisationnel et technique requis pour opérer un changement d'échelle.

- Projet de Re-belle

Re-belle est une activité d'insertion, montée par une entrepreneure, qui consiste à fabriquer des confitures à partir de fruits invendus collectés dans des supermarchés. Le projet vise notamment à créer une véritable boucle de valorisation des surplus de fruits permettant de sauver 25 tonnes de fruits et légumes par an, soit les pertes de 20 supermarchés parisiens et de villes limitrophes de Seine-Saint-Denis en 2018, en créant des partenariats structurants avec des groupes de la distribution alimentaire.

- Projet de la mairie de Paris

La mairie de Paris cherche à accompagner le développement d'une filière de revalorisation alimentaire sur son territoire. Actuellement, les acteurs de la revalorisation alimentaires sont trop petits et dispersés, ce qui freine leur développement et leur exploitation du gisement d'invendus alimentaires francilien. Dans la lignée des Etats Généraux de l'Economie Circulaire qu'elle a organisé en 2015 (auxquels Phénix et Re-belle ont participé) et de l'appel à projets sur le Gaspillage alimentaire lancé en 2016, la mairie de Paris a impulsé une dynamique collective pour favoriser le développement de cette nouvelle filière, en déployant divers outils d'action publique (appels à projets, plans d'actions….).

- Projet du conseil de développement économique du Val-de-Marne (ORSA)

ORSA (Orly Rungis Seine Amont), est un petit territoire au sud de Paris qui regroupe plusieurs villes du département du Val-de-Marne. Suite à des Etats Généraux organisés dans le Val de Marne en 2015, le conseil de développement du Val de Marne, une instance de démocratie participative, a décidé de lancer des ateliers pour favoriser le développement de

projets et d'expérimentations locales orientés vers la réduction du gaspillage alimentaire et la redynamisation de ce territoire. Le conseil de développement cherche donc à identifier des acteurs susceptibles de développer des projets sur son territoire, en s'appuyant notamment sur le livre blanc publié à l'issue des Etats Généraux de l'économie circulaire de la ville de Paris. Il a ainsi identifié Phénix comme acteur cible et cherche à l'impliquer dans cette dynamique d'action collective.

Utopies rationnelles et genèse de l'action collective

L'analyse du matériau que nous avons collecté au cours de notre recherche indique que les acteurs impliqués dans les cinq projets étudiés se réfèrent à deux utopies rationnelles, celles de la lutte contre le gaspillage alimentaire et de l'économie circulaire. En analysant les interactions existantes entre d'une part, ces utopies rationnelles et d'autre part, les discours et les dispositifs mis en place par Phénix, Cœur de couleur, Re-belle, la mairie de Paris et l'ORSA, nous avons identifié deux processus à travers lesquels ces utopies tendent à générer une dynamique d'action collective et des innovations responsables.

Un processus cognitif reposant sur la formulation de promesses (dimension utopique)

Les concepts de lutte contre le gaspillage alimentaire et d'économie circulaire, intègrent une dimension utopique. Ils formulent des promesses et des rêves à travers des récits qui sont construits par des acteurs clés tels que l'INEC (2013, 2014, 2015) et la fondation Ellen McArthur (2013a, 2013b, 2015a, 2015b). Tout d'abord, ces récits imprègnent les imaginaires des acteurs de terrain, si bien que l'on retrouve fréquemment dans leurs discours des références à une vision utopique de la lutte contre le gaspillage alimentaire ou de l'économie circulaire. Ainsi, l'un d'eux, parlant de l'économie circulaire, explique que « *je pense qu'il y a un pari fait par la société, et tout le monde pense que le gaspillage d'aujourd'hui sera des ressources de demain* ». Un autre acteur présente le concept d'économie circulaire comme un moyen de progresser vers une société sans gaspillage : « *l'idée fondamentale de l'économie circulaire est de s'assurer qu'il n'y a plus de gaspillage* ».

C'est donc la promesse d'un futur sans gaspillage ou d'un futur qui permettrait de transformer tous les déchets en matières premières qui motivent ces deux acteurs et les incitent à s'impliquer dans leurs projets respectifs. Les entrepreneurs engagés dans des projets responsables s'inspirent donc d'utopies et de mythes perçus comme des promesses ou des rêves d'une société meilleure, à savoir une société qui ne produit pas de déchets ou imite la nature, recycle entièrement chaque article produit.

Les récits construits par des acteurs comme l'INEC et qui sont particulièrement prégnants dans l'imaginaire des acteurs de la lutte contre le gaspillage alimentaire montrent que pour susciter l'action et la volonté de changement, les promesses formulées par une utopie reposent sur des mots, des idées, des images et des représentations qui peuvent renvoyer à des figures mythiques, comme la nature par exemple, et sont suffisamment vagues ou ambiguës pour rassembler des acteurs hétérogènes de secteurs et d'attentes différentes (Ferraro et al., 2015) et suffisamment souhaitables pour générer une forte dynamique d'engagement sociétal. L'INEC (2013) affirme notamment que l'économie circulaire permet « *de construire collectivement des équilibres durables et inventer des solutions plurielles, adaptées aux ressources et aux besoins locaux* ». Ce type de discours à la fois positif et général se retrouvent aussi dans les travaux de la FEM (2013a, 2013b) et ont l'avantage d'être à la fois motivants et consensuels, ce qui leur confère un fort pouvoir d'attraction auprès de tous types de publics.

Mais la force motrice de l'utopie réside également dans sa capacité à procurer du sens à certains acteurs, elle leur permet de prendre leurs responsabilités vis-à-vis des dégâts sociaux et environnementaux générés par la société moderne et de retrouver un sentiment d'utilité (voir figure 1). Un des entrepreneurs rencontrés, explique de la manière suivante les raisons qui l'ont poussé à quitter le secteur de la banque d'affaires pour lancer son entreprise de lutte contre le gaspillage alimentaire : « *Tout simplement pour donner du sens à ma carrière, mes compétences et à mon métier du quotidien. Moi avant j'étais dans la finance, j'étais dans une banque d'affaires donc rien à voir avec tout cet univers là. J'étais dans ce qu'on appelle les fusions-acquisitions dans une banque américaine à la sortie de l'Essec et de Sciences-Po donc j'ai passé cinq ans là-bas et j'en ai eu marre de tourner un peu en rond sur la finance, les modèles Excel, les Power Point. Je me suis dit, mais comment essayer de mettre ces compétences là au service d'une cause plus utile, plus noble, qui ait un*

impact au quotidien ? Et donc en creusant, en grenouillant un peu dans l'écosystème, je me suis rendu compte qu'il y avait un sujet autour du gaspillage alimentaire ».

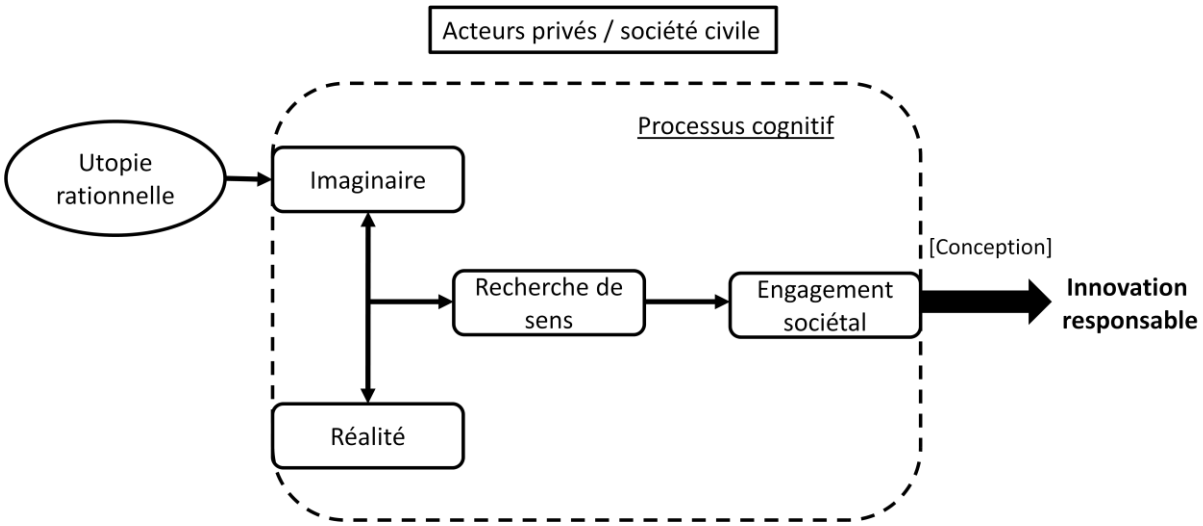


Figure 1 : Modélisation du processus cognitif qui aboutit à la conception d'une innovation responsable

Ces propos illustre la tension qui peut exister au sein des acteurs entre d'une part un imaginaire imprégné d'utopie et d'autre part un réel décevant. Cette tension, qui devient parfois frustration, est très présente chez certains entrepreneurs que nous avons rencontrés (Phénix, Cœur de couleur) qui sont issus du secteur privé (banque, industrie pharmaceutique). Le manque de sens devient alors volonté d'agir, de transformer la réalité pour la rendre plus conforme aux récits et discours de l'utopie sous-jacente, en l'occurrence, celle de la fin du gaspillage alimentaire ou de la transition vers l'économie circulaire (voir figure 1). C'est par ce processus que les acteurs privés ou issus de la société civile développent des innovations responsables et cherchent ensuite à conférer à ces innovations, un effet performatif.

On peut voir cette recherche de la performativité par exemple chez Re-belle qui cherche à rassembler les autres acteurs qui réalisent de la revalorisation alimentaire en transformant les invendus pour amplifier l'impact que leurs activités peuvent avoir sur le gaspillage alimentaire, ce que la fondatrice exprime ainsi : « *En termes de philosophie, de manière de faire, je pense que c'est intéressant qu'on collabore, qu'on réfléchisse ensemble à notre vision, à ce que ça devrait être dans le long terme parce que ça peut avoir une vraie*

influence sur le gaspillage alimentaire et c'est ce qu'on cherche ». Cette volonté est également perceptible chez Phénix qui réalise depuis sa création des opérations de sensibilisation et de formation auprès des professionnels de l'industrie alimentaire, mais aussi après de collèges, d'associations pour contribuer à réduire le gaspillage alimentaire. Ce processus cognitif concerne plutôt la société civile et les entrepreneurs qui constituent le point de départ de la volonté d'engagement sociétal qui entraîne ensuite dans son sillage quelques acteurs publics pionniers. Ces données confirment qu'une utopie rationnelle a véritablement un effet performatif grâce à sa capacité à « *enclencher un processus cognitif qui est d'autant plus puissant et séducteur qu'il se présente comme libérateur et progressiste* » (Metzger, 2001).

Un processus organisationnel qui mobilise des outils et des dispositifs comme support de l'organisation de l'action collective (dimension rationnelle)

Si la dimension utopique s'appuie plutôt sur un processus cognitif mené par des acteurs privés ou de la société civile, la dimension rationnelle de la lutte contre le gaspillage alimentaire ou de l'économie circulaire repose plutôt sur la mobilisation d'outils et d'instruments organisationnels, règlementaires et politiques par des acteurs publics et privés pour générer une dynamique d'action collective, souvent en s'inspirant de la composante rationnelle de l'utopie (voir figure 2). Ce processus s'appuie notamment sur la capacité d'un outil à encapsuler une philosophie gestionnaire (Hatchuel et Weil, 1995) et à guider l'action collective. Par exemple, en ce qui concerne le gaspillage alimentaire, dans la lignée du pacte alimentaire qui a été lancé en 2013 au niveau national par le gouvernement, la mairie de Paris, qui était signataire de ce premier pacte, a adopté en 2015 un plan de lutte contre le gaspillage alimentaire comprenant 13 mesures concrètes (soit deux de plus que le pacte national). Par la suite, elle a mobilisé ses propres outils de politique publique avec un appel à projets de 250 000 euros lancé en 2016 pour l'octroi de subventions afin de permettre à des associations de s'équiper pour améliorer la « ramasse », qui consiste à aller récupérer les invendus alimentaires dans les commerces, et à les redistribuer dans l'objectif de venir en aide aux personnes en situation de précarité. Puis, en 2017, la mairie a lancé un nouvel appel

à projets de 1,5 millions d'euros pour financer la croissance de structures opérant des activités de transformation permettant de valoriser des invendus alimentaires.

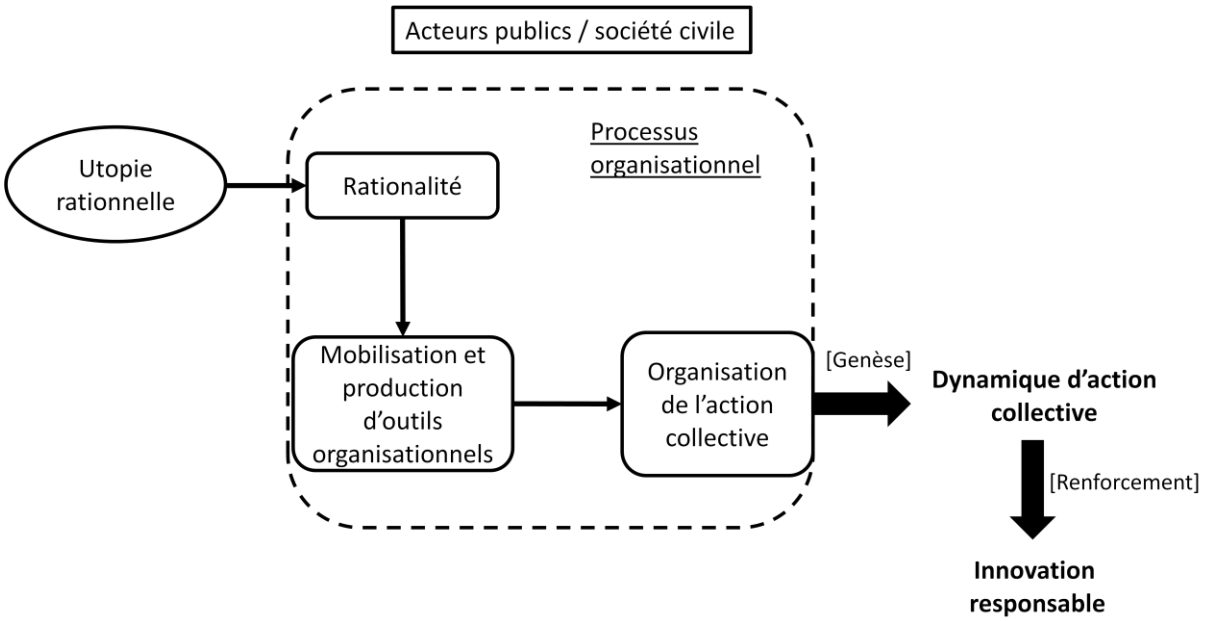


Figure 2 : Modélisation du processus organisationnel qui génère l'action collective

En ce qui concerne l'économie circulaire, dès 2013, l'INEC (2013) préconisait lors de la 2e conférence environnementale, à propos de la future loi-cadre sur l'économie circulaire, que « *La rédaction de ce texte devra nécessairement s'appuyer sur une réflexion collective et participative, impliquant l'ensemble des acteurs concernés, à travers des états généraux de l'économie circulaire qui pourraient être lancés à l'issue de la conférence environnementale* ». Ces recommandations font partie de la composante rationnelle de l'économie circulaire et ont ensuite inspiré de manière performative les initiatives collectives qu'ont déployées les acteurs socio-économiques. Du côté des acteurs publics, la marie de Paris a organisé en 2015 les Etats généraux de l'économie circulaire qui ont mobilisé plus de 250 structures du monde associatif, industriel, économique, institutionnel et académique et ont débouché sur la publication d'un livre blanc contenant 65 propositions d'actions pour favoriser le développement de l'économie circulaire. Puis, en 2017, la ville de Paris a lancé son plan d'économie circulaire et sa première feuille de route pour l'économie circulaire contenant 15 actions concrètes à mettre en œuvre d'ici 2020.

De son côté, la société civile peut aussi mobiliser des outils organisationnels pour tenter d'enclencher une dynamique collective autour d'une utopie. Par exemple, le conseil de développement du Val-de-Marne (ORSA), instance de la société civile, a organisé en 2015 des états généraux, intitulés « Nourrir la métropole ». C'est suite à cet événement que des réflexions ont émergé plus spécifiquement autour des sujets d'économie circulaire et d'agriculture urbaine, avec ensuite la mise en place d'une démarche plutôt participative, structurée autour de groupes de travail qui se réunissent à intervalles réguliers pour mener des investigations et des entretiens afin de transformer le projet urbain de l'ORSA en projet de ville « solidaire et productive ». Mais globalement, ce sont les états généraux organisés par la mairie de Paris qui semblent avoir servit de catalyseur à l'émergence d'une dynamique d'action collective autour de l'économie circulaire et de la lutte contre le gaspillage alimentaire en Ile-de-France. En effet, Re-belle et Phénix ont participé à ces états-généraux, ce qui leur a donné l'opportunité de se rapprocher pour tenter de construire ensemble une vision commune de la revalorisation alimentaire. Par ailleurs, Le conseil de développement (ORSA) a entamé une démarche visant à identifier des acteurs susceptibles de développer des projets innovants dans le domaine du gaspillage alimentaire sur son territoire, en s'appuyant notamment sur le livre blanc publié à l'issue des états généraux de la ville de Paris. Il a ainsi identifié Phénix comme acteur cible et cherche à l'impliquer dans cette dynamique d'action collective. Ces éléments montrent le rôle majeur des acteurs publics dans ce processus organisationnel, ce qui permet aux projets innovants et responsables de la lutte contre le gaspillage alimentaire d'acquérir une nouvelle dimension et, par voie de conséquence, de renforcer leur effet performatif (voir figure 2).

Cependant, l'observation de la dynamique collective opérant dans le domaine de la lutte contre le gaspillage alimentaire indique une diachronie dans l'interaction existant entre les deux processus (cognitif et organisationnel) : dans un premier temps, le processus cognitif génère de l'engagement sociétal et de l'innovation responsable en amenant des acteurs privés ou issus de la société civile à lancer des projets contre le gaspillage alimentaire, puis, dans un second temps, le processus organisationnel, mené par des acteurs publics ou de la société civile, génère une dynamique collective qui va renforcer et faire grandir ces innovations responsables (voir figure 3).

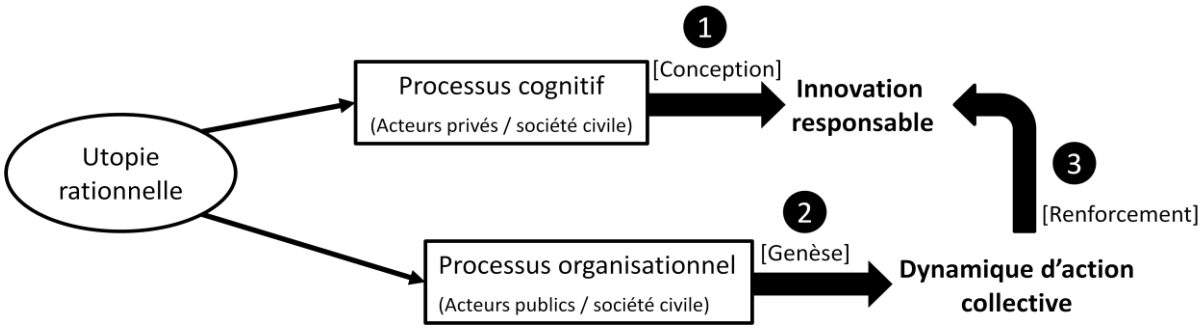


Figure 3 : Modélisation de l'effet performatif d'une innovation responsable reposant sur une utopie rationnelle

Emergence d'un champ d'innovation et réactualisation des promesses

La dynamique d'action collective qui se structure autour des cinq projets de lutte contre le gaspillage alimentaire apparaît donc comme la résultante de la combinaison d'un processus cognitif et d'un processus organisationnel qui se nourrissent d'utopies rationnelles et renforcent l'effet performatif des innovations responsables lancées par les différents acteurs. En poursuivant l'analyse, on peut observer que les projets de Phénix, Re-belle et Cœur de couleur font partie d'un ensemble d'innovations responsables qui se matérialisent sous la forme d'expérimentations distribuées et spontanées, qui n'obéissent pas à un schéma directeur préconçu, mais cherchent plutôt à se recomposer et à se reconfigurer pour structurer un champ d'innovation responsable (Aggeri, 2011), constituant ainsi un matériau favorable à l'émergence de nouvelles figures d'acteurs capables de réactualiser les promesses des utopies rationnelles sous-jacentes à ces innovations.

Structuration d'un champ d'innovation responsable de la lutte contre le gaspillage alimentaire

Un champ d'innovation se caractérise par la matérialisation d'une dynamique d'expérimentations collectives et distribuées qui permet d'ouvrir *« des possibilités d'innovation, insoupçonnées au départ, qui ne se conçoivent pas comme la concrétisation d'un plan préétabli mais comme une succession d'expériences situées partageant des principes communs »* (Aggeri, 2011). Or, la combinaison du processus cognitif d'engagement sociétal et du processus organisationnel de production d'action collective que nous avons décrit précédemment participe à la genèse et à la croissance de nombreuses expérimentations collectives et distribuées qui contribuent à faire émerger des solutions innovantes destinées à réduire le gaspillage alimentaire. En particulier, le rôle des acteurs publics a une importance cruciale en termes de soutien administratif, financier et organisationnel auprès de ces innovations de niches qui manquent souvent de capitaux pour financer leur croissance, que ce soit de manière endogène ou exogène.

En effet, si la lutte contre le gaspillage alimentaire prend de l'ampleur en Ile-de-France, c'est qu'elle bénéficie du soutien des acteurs publics au niveau local et national, qui mobilisent un panel d'outils organisationnels et politiques pour amplifier la dynamique d'action collective initiée au départ par les entrepreneurs et la société civile. Ainsi, l'appel à projets « Alimentation : du gaspillage au partage » lancé en 2017 par la mairie de Paris et qui prévoyait une enveloppe de 1,5 millions d'euros, a permis de soutenir une vingtaine de projets innovants en Ile-de-France, dont par exemple celui de Disco Soupe, partenaire historique de Re-belle, ou encore celui mené en partenariat par Phénix et l'association 1000 Collectes (ressourcerie dans le 17^{e} arrondissement de Paris). Le principe de ce projet étant d'ouvrir une cantine solidaire d'ici septembre 2018, pour proposer des plats préparés à base d'invendus alimentaires aux bénévoles et salariés de l'association. Cet appel à projets a donc contribué à renforcer l'émergence des acteurs de la lutte contre le gaspillage alimentaire et à structurer leur secteur d'activité en soutenant notamment des restaurants associatifs, des acteurs de la transformation alimentaire, de l'aide alimentaire, des intermédiaires logistiques (collecte et redistribution d'invendus) et des projets plus expérimentaux.

Au niveau national et trois ans après son lancement en 2013, le pacte sur le gaspillage alimentaire « *a permis de diffuser les bonnes pratiques et les initiatives recensées dans le cadre de son comité de suivi, d'en démultiplier l'appropriation et les effets avec le lancement d'appels à projets nationaux et régionaux, de créer un point d'ancrage et de mobilisation* » (Programme National pour l'Alimentation, 2018). Ce constat est illustré par le fait que Phénix qui fait partie de la cinquantaine d'organisations ayant accepté de prendre des engagements dans le cadre de la nouvelle version du pacte lancé en 2017. Ainsi, Phénix a accepté de s'engager sur 13 des mesures indiquées dans le pacte, dont celles consistant à promouvoir le don alimentaire sous toutes ses formes, à favoriser les synergies d'acteurs et les partenariats ou encore à former les professionnels de l'alimentation à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Emergence de figures d'acteurs, consolidation des utopies et réactualisation des promesses

En plus de l'effet performatif que peuvent avoir les innovations responsables, on peut constater parfois un effet rétroactif par lequel elles contribuent à renforcer les utopies rationnelles qui les sous-tendent. En l'occurrence, La structuration d'un champ d'innovation responsable autour de la problématique de la lutte contre le gaspillage alimentaire a permis de faire émerger de nouvelles figures d'acteurs qui contribuent activement à renforcer les utopies rationnelles de la lutte contre le gaspillage alimentaire et de l'économie circulaire. En termes de figures d'acteurs, il s'agit surtout de Phénix et de la mairie de Paris, qui ont émergé en s'inscrivant pleinement dans ce champ d'innovation responsable et contribuent à présent à la consolidation des utopies rationnelles sous-jacentes à leurs activités en réactualisant les promesses que ces utopies véhiculent.

Phénix est devenu un acteur particulièrement actif dans la réactualisation des promesses de la lutte contre le gaspillage alimentaire et de l'économie circulaire. Son fondateur est particulièrement présent dans les médias, les réseaux sociaux pour promouvoir ces thèmes. Il participe également à un nombre important d'événements publics pour témoigner de la réussite et de la croissance de Phénix. Ainsi, en mars 2018, lors d'une matinée organisée par l'Institut National de l'Economie Circulaire sur le gaspillage

alimentaire, il a mis en avant, devant l'audience présente, le fait que son entreprise permet de démontrer à la grande distribution les bénéfices des dons alimentaires en termes économiques au-delà de l'impact social et environnemental. Ce faisant, il contribue à réactualiser les promesses de gains économiques, sociaux et environnementaux associés à la réduction du gaspillage alimentaire, ce qui renforce l'utopie rationnelle sous-jacente.

L'autre figure d'acteur qui a émergé et contribue à réactualiser des promesses est la mairie de Paris. En effet, dans son plan économie circulaire 2017-2020 (Mairie de Paris, 2017), la mairie de Paris s'appuie sur des actions réalisées à l'étranger pour renouveler les promesses de l'économie circulaire, sous-entendant que si elles ont pu être réalisées à l'étranger, elles peuvent également l'être en France. Par exemple, ce document site la ville d'Amsterdam aux Pays-Bas qui a mis en place un plan d'économie circulaire et lancé le projet d'une « Silicon Valley de l'économie circulaire », précisant également que « *un nouveau quartier qui deviendra un gigantesque terrain d'expérimentation. 3 500 maisons et 200 000 m² d'espaces de travail bâtis à partir de matériaux recyclés et autosuffisants en énergie vont y trouver place, et une zone d'exposition servira de vitrine aux innovations* ».

D'autre part, ce plan indique que « *Plus localement, l'étude d'évaluation de l'impact environnemental de 6 projets d'économie circulaire en expérimentation à Paris, a montré que l'économie circulaire permet non seulement de créer des emplois relocalisés, mais aussi de favoriser l'émergence de nouvelles opportunités d'affaires pour les acteurs existants, par l'échange de flux ou de services, à un échelon local* » et que « *à l'échelle des individus, les habitudes des consommateurs et les mentalités évoluent au profit des usages partagés (location, réemploi, troc, don) et de la réparation* ». Ces éléments de discours visent à montrer que les promesses de l'économie circulaire sont bien réelles et par voie de conséquence, renforcent l'utopie rationnelle qu'elle incarne.

Ces éléments nous permettent de proposer le modèle ci-dessous qui explicite à la fois l'effet performatif que peut exercer une innovation responsable reposant sur une utopie rationnelle et l'effet rétroactif peut avoir l'innovation responsable sur l'utopie rationnelle qui la sous-tend :

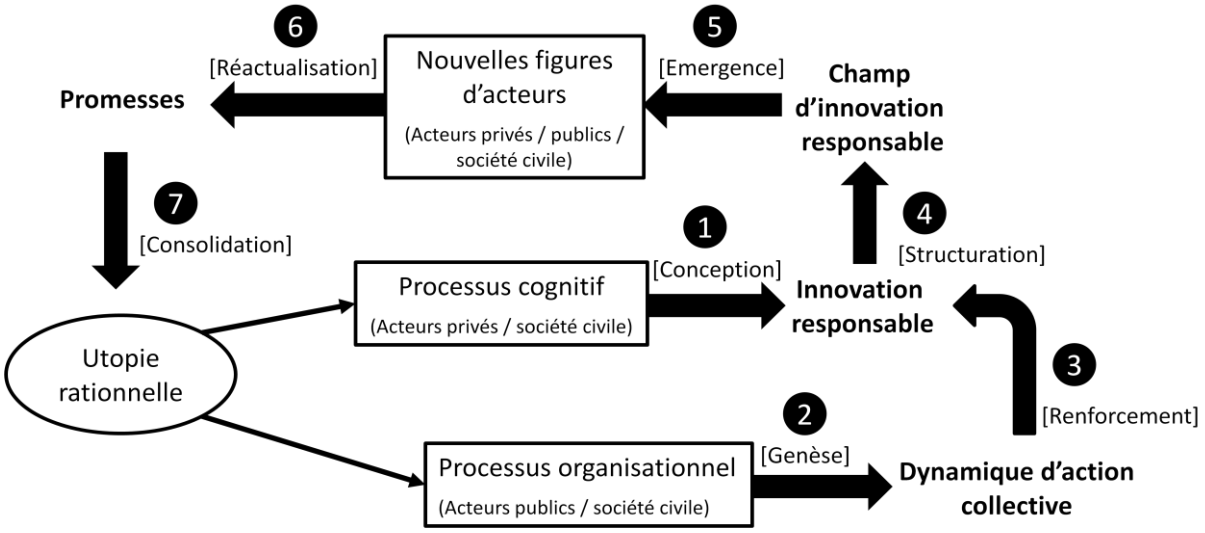


Figure 4 : Modélisation de l'effet performatif et rétroactif d'une innovation responsable reposant sur une utopie rationnelle

Discussion

Nos travaux de recherche permettent d'enrichir la littérature existante sur l'innovation responsable (stilgoe et al., 2013 ; Owen et al., 2013 ; Lubberink et al., 2017 ; Ingham, 2011, Halme & Korpela, 2014) et d'éclairer de manière différente les spécificités de ce concept, notamment dans le contexte de la transition écologique. Tout d'abord, nous avons conceptualisé l'effet performatif qu'une innovation responsable peut avoir au niveau sociétal grâce à un modèle qui explicite les mécanismes à partir desquels une innovation responsable peut s'appuyer sur une utopie rationnelle pour se développer et générer un changement sociétal qui va lui-même matérialiser l'utopie rationnelle qui la sous-tend (voir figure 3). Par ailleurs, notre modèle explicite également les mécanismes par lesquels certaines figures d'acteurs peuvent émerger pour ensuite réactualiser les promesses de l'utopie rationnelle, et donc la renforcer (voir figure 4). Enfin, ce modèle met aussi en lumière la dimension collective de l'innovation responsable, sa capacité à se recombiner à

d'autres innovations responsables pour structurer un champ d'innovation responsable (Aggeri, 2011).

Jusqu'à présent le concept d'utopie rationnelle avait surtout été analysé de manière ontologique par les philosophes et les chercheurs en sciences sociales (Bastide, 1960, Raulet, 1992, Redecker, 2003), et assez peu dans la perspective de mieux comprendre les modalités de déploiement d'un changement organisationnel (Metzger, 2001). Nos travaux permettent de compléter cette littérature en proposant un nouvel angle d'approche de ce concept, celui de la transformation sociétal (Aggeri, 2017). De la même manière, si certains travaux des sciences sociales se sont intéressés à l'impact que des utopies ou des promesses peuvent avoir sur la société, ils se sont surtout concentrés sur les impacts scientifiques et technologiques (Borup et al., 2006) ou financiers (Giraud, 2009). Nos résultats complètent donc ces précédents travaux en caractérisant les impacts sociaux et organisationnels que des utopies ou des promesses peuvent exercer sur la société.

Dans la perspective de futures recherches, un des points qui pourrait s'avérer intéressant à étudier est celui des limites, voire des effets négatifs que peuvent avoir des utopies rationnelles. Par exemple, lorsqu'une utopie rationnelle s'avère trop floue et qu'elle suscite beaucoup de tensions entre des courants ou des approches concurrentes, comme c'est le cas pour l'économie collaborative (Acquier et al., 2017), où on assiste à la constitution d'un champ d'innovation particulièrement éclaté, ce qui limite la portée performative de cette utopie rationnelle. Toujours du point de vue des effets négatifs, il pourrait également être intéressant d'approfondir les conséquences négatives de certaines utopies ou promesses sur la société, à l'instar des travaux de Giraud (2009) sur le rôle des promesses dans la formation de bulles spéculatives financières.

Par ailleurs, il serait également intéressant d'analyser, dans de prochains travaux, les interactions qui peuvent se manifester entre plusieurs utopies rationnelles, selon qu'elles soient relativement proches, comme c'est le cas de l'économie circulaire et du gaspillage alimentaire, ou au contraire qu'elles soient antagonistes. Sachant qu'il existe un nombre important d'utopies rationnelles produites par la société, ces travaux pourraient étudier comment s'organise la compétition entre ces différentes utopies rationnelles, identifier celles qui sont les plus convaincantes et préciser les conditions de leurs succès. Le concept

d'utopie rationnelle ayant été peu exploré en sciences de gestion, l'ensemble des pistes de recherches mentionnées ci-dessus représentent des opportunités d'approfondir les spécificités de ce concept et de sa capacité à agir sur la société.

En termes d'implications pratiques, le modèle que nous proposons dans cet article met en relief le rôle majeur que peuvent jouer les acteurs issus de la société civile dans la construction et la diffusion d'utopies rationnelles et dans la matérialisation performative de ces dernières. Le processus cognitif que nous avons spécifié précédemment, peut servir à concevoir des outils et des méthodes de conception et de communication qui permettront aux acteurs de la transition écologique de développer des innovations responsables. Par ailleurs, nos travaux soulignent le rôle indispensable des acteurs publics dans l'organisation de l'action collective et l'accompagnement, puis la structuration d'un champ d'innovation responsable favorable à l'émergence de nombreuses innovations et expérimentations distribuées. A cette aune, le processus organisationnel que nous avons décrit peut fournir des éléments de réflexion utiles à la conception d'outils de politiques publiques qui permettront d'accélérer la transition écologique.

Conclusion

L'émergence des acteurs de la lutte contre le gaspillage alimentaire représente une opportunité intéressante d'étudier plus précisément le concept d'innovation responsable et, plus spécifiquement, l'effet performatif qu'une innovation responsable peut exercer sur la société dans le contexte de la transition écologique. La recherche que nous avons menée sur le gaspillage alimentaire nous a permis de construire un modèle qui explicite les mécanismes à partir desquels une innovation responsable s'appuie sur une utopie rationnelle pour se développer et générer un changement sociétal qui matérialise cette utopie rationnelle. D'autre part, ce modèle explicite également les mécanismes par lesquels certaines figures d'acteurs peuvent émerger pour ensuite réactualiser les promesses de l'utopie rationnelle qui les a inspirés, et ainsi contribuer in fine à la renforcer.

Bibliographie

ACQUIER, A., DAUDIGEOS, T., PINKSE, J. 2017. Promises and paradoxes of the sharing economy: An organizing framework, ***Technological Forecasting & Social Change***, 125, 1–10

ADEME. 2013. ***Fiche technique économie circulaire : notions***, Alain Geldron

AGGERI, F. 2017. RSE et Compétitivité : une relation introuvable ?, Mise en perspective historique et enjeux contemporains, dans ***Chanteau, J.-P., Martin-Chenut, K., Capron, M. Entreprise et responsabilité sociale en questions, Savoirs et controverses***, p21-38

AGGERI, F. 2011. Le développement durable comme champ d'innovation, Scénarisations et scénographies de l'innovation collective, ***Revue française de gestion,*** n° 215, p. 87-106.

BARRE, R. 2011. Des concepts à la pratique de l'innovation responsable : à propos d'un séminaire franco-britannique, ***Natures Sciences Sociétés***, Vol. 19, p. 405-409

BASTIDE, R. 1960. Mythes et Utopies, ***Cahiers Internationaux de Sociologie***, nouvelle série, vol. 28, Janvier-Juin, pp. 3-12

BORUP, M., BROWN, N., KONRAD, K., VAN LENTE, H. 2006. The sociology of expectations in science and technology, ***Technology Analysis & Strategic Management***, 18:3-4, 285-298

BOYATZIS R.E. (1998), ***Transforming qualitative information: thematic analysis and code development***, Thousand Oaks, Sage Publications

CALLON, M. 2017. ***L'emprise des marchés, Comprendre leur fonctionnement pour pouvoir les changer***, Editions la Découverte

CONSEIL NATIONAL DE L'ALIMENTATION. 2013. ***Aide alimentaire et accès à l'alimentation des populations démunies en France***, Avis No 72

FERRARO, F., ETZION, D., & GEHMAN, J. (2015): Tackling grand challenges pragmatically: Robust action revisited, ***Organization Studies***, 36, 363–390.

FONDATION ELLEN MCARTHUR. 2013. ***Towards the Circular Economy Vol. 1: an economic and business rationale for an accelerated transition***

FONDATION ELLEN MCARTHUR. 2013. ***Towards the Circular Economy Vol. 2: Opportunities for the consumer goods sector***

FONDATION ELLEN MCARTHUR. 2014. ***Towards the Circular Economy Vol. 3: Accelerating the scale-up across global supply chains***

FONDATION ELLEN MCARTHUR. 2015. ***Growth Within: a circular economy vision for a competitive Europe***

FONDATION ELLEN MCARTHUR. 2015. ***Towards a Circular Economy: Business rationale for an accelerated transition***

FONDATION ELLEN MCARTHUR. 2015. ***Delivering the Circular Economy, a toolkit for policymakers***

GEELS, F.W. 2010. Ontologies, socio-technical transitions (to sustainability), and the multi-level perspective, ***Research Policy***, 39, 495–510.

GIOIA, D., CORLEY, K., HAMILTON, A. 2016. Seeking Qualitative Rigor in Inductive Research: Notes on the Gioia Methodology, ***Organizational Research Methods***, 16(1) 15-31

GIRAUD, P.N. 2009. ***Le Commerce des promesses, Petit traité sur la finance moderne***, Seuil

GHISELLINI, P., CIALANI, C., ULGIATI, S. 2015. A review on circular economy: the expected transition to a balanced interplay of environmental and economic systems, ***Journal of Cleaner Productio*n**, Septembre

HALME, M. & KORPELA, M. 2014. Responsible Innovation toward Sustainable Development in Small and Medium-Sized Enterprises: a Resource Perspective, ***Business Strategy and the Environment***, 23, 547–566.

HATCHUEL, A. & WEIL, B. 1995. ***Experts in Organizations: A Knowledge-Based Perspective on Organizational Change***

HATCHUEL, A. 1994. Les savoirs de l'intervention en entreprise, ***Entreprises et histoire***, vol 3, n. 7

KOOPS, B.-J., OOSTERLAKEN, I., ROMIJN, H., SWIERSTRA, T., VAN DEN HOVEN, J. 2015. ***Responsible Innovation 2, Concepts, Approaches, and Applications***, Springer International Publishing

INGHAM, M. 2011. ***Vers l'innovation responsable, pour une vraie responsabilité sociétale***, De Boeck

INSTITUT DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE. 2013. ***Table ronde « Economie Circulaire » conférence environnementale des 20 et 21 septembre, Contribution de l'institut de l'économie circulaire, « l'Economie circulaire, nouveau modèle de prospérité »***

INSTITUT DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE. 2014. ***Quelles stratégies d'entreprise pour une économie circulaire moteur de croissance ? Amorcer la transition, construire le modèle de demain***

INSTITUT DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE. 2015. ***L'économie circulaire, une trajectoire clé pour la lutte contre le dérèglement climatique***

INSTITUT DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE. 2018. ***Tri à la source des biodéchets***, Focus, Avril

JONAS H. 1979. ***Le principe responsabilité : une éthique pour la civilisation technologique***, ed. 1995, Flammarion

LUBBERINK, R., BLOK, V., VAN OPHEM, J., OMTA, O. 2017. Lessons for Responsible Innovation in the Business Context: A Systematic Literature Review of Responsible, Social and Sustainable Innovation Practices, ***Sustainability***

MAIRIE DE PARIS. 2017. ***Plan Economie Circulaire de Paris 2017-2020***, adopté au conseil de paris des 3, 4 et 5 juillet

METZGER, J-L. 2001. Management réformateur et utopie rationnelle, ***Cahiers Internationaux de Sociologie***, Presses Universitaires de France, 111 (2), pp.233-259.

MEYER, J. & ROWAN, B. 1977. Institutionalized Organizations: Formal Structure as Myth and Ceremony, ***American Journal of Sociology***, Vol. 83, No. 2, pp. 340-363.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORET. 2013. ***Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire***, Dossier de presse

MOURAD, M. 2014. Suffit-il de tout manger ? Enjeux politiques, économiques et sociaux de la lutte contre le gaspillage alimentaire , ***Les Echos***

OWEN, R., BESSANT, J. et HEINTZ, M. 2013. **Responsible innovation, Managing the responsible emergence of science and innovation in society**, Wiley

PAILLE, P., & MUCCHIELLI, A. 2003. ***L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales***, Paris, Armand Colin.

PAVIE, X., CARTHY, D., SCHOLTEN, V. 2014. ***Responsible Innovation: From Concept To Practice***, World Scientific

PROGRAMME NATIONAL POUR L'ALIMENTATION. 2018. ***Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire 2017-2020***

POINT, S. & VOYNNET FOURBOUL, C. 2006. Le codage à visée théorique, ***Recherche et Applications en Marketing***, Vol. 21, n°. 4, décembre, pp. 61-78

RAULET, G. 1992. L'utopie est-elle un concept ?, ***Lignes****, vol* 3, n° 17, p. 102-117

REDECKER, R. 2003. La vraie puissance de l'utopie, ***Le Débat****, vol* 3, n° 125, p. 100-111.

STILGOE, J., OWEN, R., MACNAGHTEN, P. 2013. Developing a framework for responsible innovation, ***Research Policy***.